

BUDGET LIBERAL DU GOUVERNEMENT LE FRONT DE GAUCHE DIT NON

Mardi 22 octobre, l'Assemblée nationale devait se prononcer sur le Budget 2014 présenté par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Ce budget a pour objectif premier de baisser la dépense publique au nom de la compétitivité. Le prix à payer pour les salarié-es et les ménages en sera très lourd. Pour les patrons, il en ira tout autrement car pour eux, les cadeaux continuent. Les députés communistes et du Front de gauche ont voté contre.

Le changement, c'est pour quand ?

Le gouvernement durcit encore sa politique austéritaire. Comme le déclare André Chassaigne, président du groupe Front de gauche : « *Le budget 2014 ne permet pas de libérer nos concitoyens et les entreprises des conséquences de la dérégulation financière, de redonner toute leur force aux principes d'égalité, de justice, de solidarité qui forment le ciment du pacte républicain* ». Au contraire ! La contribution des entreprises et des grandes fortunes baissera de 56 à 33 milliards. Elles bénéficieront d'un crédit d'impôt de 20 milliards, sans conditions d'investissement et d'emploi, sans contrôle non plus comme l'a annoncé Pierre Moscovici. Pour les citoyen-nes, la TVA augmente, le gel du barème de l'impôt décidé par Sarkozy sera maintenu, les services publics amputés, l'investissement public réduit... C'est contraire à la fois à toute justice sociale et au redémarrage de notre économie. Ce n'est pas pour cela que les françaises et les français avait voté, il y a à peine un an et demi.

Un débat tronqué

Le gouvernement mène ce débat au grand galop, sans écouter et prendre en compte les député-es du Front de gauche.

Ceux-ci n'ont eu de cesse de rappeler leurs propositions constructives pour une issue à la crise : pour rendre l'impôt plus progressif et épargner les ménages modestes et moyens, augmenter l'impôt sur la fortune, baisser la TVA qui pèse sur la consommation, moduler l'imposition des entreprises en fonction de leur taille et de l'utilisation qu'elles font de leurs bénéfices. Des députés socialistes, eux mêmes, se sont élevés devant ce budget, comme Pouria Amishahi affirmant : « *Il faut réfléchir à d'autres choix que des compromis avec l'Europe technocratique ou le Medef* ». Le Premier ministre lui même, face aux doutes des députés de la majorité gouvernementale leur a ordonné l'obéissance, craignant des défections.

La droite se frotte les mains, réclamant d'aller plus loin dans les sacrifices. Le budget a été adopté par l'ensemble de la majorité gouvernementale socialiste, écologiste et radicale de gauche. C'est aux antipodes de ce qu'attend le pays.

Résister et construire

Le Parti communiste et le Front de gauche, avec leur programme l'Humain d'abord et leurs propositions pour une véritable réforme de la fiscalité iront à la rencontre des citoyens pour les alerter et les mobiliser. Ce budget passera le 21 novembre au Sénat. Vous pouvez compter sur les sénatrices et les sénateurs communistes et du Front de gauche pour vous faire entendre.

